

les ponts et tout le voisinage des Tuileries étaient garnis de troupes, et une batterie de 40 pièces de canon occupait l'Esplanade des Invalides. Le rappel fut battu, mais pas un dixième de la garde n'y répondit ; il y avait alors dans Paris, 100,000 hommes de troupe de ligne sous les armes.

Mercrédi, 23, la garde nationale du 2d. arrondissement, au nombre de 500 ou 600 s'assembla de bonne heure dans la rue Lepelletier. On pensa d'abord qu'elle était hostile au peuple, mais bientôt on fut convaincu qu'elle était animée des mêmes sentiments que le peuple. Leur devise était : *Réforme et renvoi de M. Guizot !* Aussitôt que l'intention des gardes nationaux eut été connue, une foule immense s'avança en criant "*vive la garde nationale ! vive la réforme ; ce cri fut répété par la garde et ses officiers et tous fraternisèrent avec le peuple, en criant à bas Guizot.* De ce moment la cause de la réforme fut gagnée et le sort du ministère décidé. Peu de temps après, ces gardes nationaux se dirigèrent par les boulevards sur la rue Richelieu qu'ils parcoururent jusqu'aux Tuileries au milieu de cris étourdissants *vive la réforme, à bas le ministère !* De là ils se rendirent dans la rue du Dauphin où ils se formèrent en bataille ; à ce moment un aide-de-camp du général Jacqueminot arriva et après avoir échangé quelques mots avec le lieutenant colonel, il repartit en toute hâte vers le château.

La multitude continuait à crier *vive la réforme, à bas le ministère !* et ces cris étaient entendus par le roi et la famille royale.

Dans le même temps la 3e légion de la garde nationale, au nombre de 3,000 s'assemblait et envoyait son colonel en députation au roi pour lui exprimer les vœux de la garde nationale, ou en d'autres mots, lui demander la réforme et le renvoi du ministère. Cet envoyé parvenu au château ne put voir que le général Jacqueminot, le commandant de la garde nationale qui lui promit de transmettre cette demande au roi. La garde nationale attendant le retour de son envoyé demeura sous les armes, déterminée à marcher sur les Tuileries si on refusait d'accéder à sa demande. La 4e légion prit aussi les armes et échelonna divers piquets pour prévenir l'effusion du sang.

Environ une heure après l'envoi des députés, la garde nationale avec ses sapeurs en tête, se dirigea sur les Tuileries pour déclarer ses sentiments ; vers une heure elle revint prendre sa première position dans la rue Lepelletier, aux cris de *vive la garde nationale.* En ce moment un escadron de cuirassiers soutenu par un demi-escadron de chasseurs à cheval arriva. Leur commandant ayant ordonné de tirer Pépée, les rangs de la garde nationale se fermèrent, et les cris du peuple redoublèrent. Cet escadron fit un demi-tour dans la rue Lepelletier, et alors l'officier commandant la garde nationale ayant tiré son épée salua le commandant de la troupe de ligne ; ils échangèrent alors quelques mots entre eux, et se séparèrent ; et le commandant de l'escadron ordonna volte face et se retira aux applaudissements de la multitude.

Sur ces entrefaites un détachement de la légion de la garde nationale s'avança vers la chambre des députés aux fins de lui présenter une pétition en faveur de la réforme ; le bataillon de la 10e légion qui était de garde à la Chambre des Députés, prit les armes et s'avança vers le détachement qui accompagnait la 4e légion. Le général Frézel ministre de la guerre, harangua, les députés de la 4e légion et leur fit des remontrances sur l'illégalité de leurs actes et leur déclara qu'ils ne passeraient point. MM. O. Barrot et Garnier-Pagès s'avancèrent alors pour communiquer avec le détachement, mais sur représentation qui leur fut faite ils se retirèrent, et la requête de la 4e légion ne fut pas présentée à la Chambre des Députés qui, pendant ce temps, demeurait calme, les députés formés en groupes divers conversaient entre eux.

M. Vavin, député de la Seine, fut le premier à prendre la parole, et au nom de ses collègues il demanda aux ministres de l'intérieur une explication de ce qui se passait dans la capitale.

Le ministre des affaires étrangères répondit alors que dans l'intérêt public et celui de la chambre il ne convenait pas de donner cette explication. Que le roi avait envoyé chercher M. Molé pour former un nouveau ministère.

M. O. Barrot se leva et demanda à la chambre, par suite de la position du ministère, l'ajournement de l'accusation portée contre les ministres.

M. DUPIN.—La première chose nécessaire est la tranquillité de la capitale, on doit calmer son agitation. Tout le monde sait que l'esprit de Juillet existe encore.

M. Guizot.—Tant que l'administration aurait la conduite des affaires, elle fera respecter la loi. Le ministère ne voit pas pourquoi la chambre ne continuerait pas ses travaux.

Le président met aux voix la proposition de M. O. Barrot ; 100 de l'opposition se déclarent pour ; tous les conservateurs votent contre. La chambre s'ajourne au milieu de la plus grande agitation. Lorsque M. Guizot se rendit à la chambre, la 10e légion lui cria sur son passage :—*À bas Guizot, vive Louis-Philippe ; et lorsque la résignation du ministère eut été annoncée, elle fut accueillie par des acclamations bruyantes.*

Le comte Molé ayant refusé d'accepter la tâche de former un ministère, le roi, hier au soir a envoyé chercher M. Thiers qui entreprit de former un nouveau cabinet, à la condition expresse que M. O. Barrot en ferait partie avec lui ; ce à quoi le roi accéda.

Ce matin, (24) dès huit heures le peuple cleva une barrière dans la rue Taibout, près du boulevard. On aperçut alors un groupe de messieurs qui approchaient, et parmi lesquels on reconnut MM. Thiers et Barrot que le peuple salua par les cris de *vive M. Thiers ! vive M. Barrot !* Avec eux étaient MM. Duvergier de Hauranne, de Rémusat, le Prince de la Moscowa et d'autres membres de l'opposition. Tous se dirigèrent vers le château accompagnés de la multitude criant, *vive la réforme !* Qui, dit M. Thiers, vous l'aurez. Dans la rue de Grammont, on leur cria :

"*Empêchez au moins les coups de fusil,*" à quoi le groupe des députés répondit affirmativement. Toute la distance des boulevards à la rue St. Honoré était coupée par d'immenses barricades, à travers les quelles M. Thiers et ses compagnons durent passer au milieu des applaudissements.

Vers 10 heures, M. O. Barrot traversa à pied la rue Ste. Anne, proclamant que le général Lamoricière, commandant de la garde nationale accompagné d'une nombreuse escorte de gardes-nationaux et citoyens, arrivait. Arrivé au coin de la rue Richelieu, M. O. Barrot ordonna aux dragons et au 21e régiment de ligne de s'en retourner à leurs casernes. Cet ordre fut obéi aux cris de *Vive Lamoricière ; vive Barrot, vive le 21e de ligne ;* les soldats fraternisant avec le peuple. Les caissons du régiment furent brisés et leur contenu distribué à la multitude.

A onze heures, le rassemblement de la garde nationale était considérable, elle prit possession de la plupart des postes occupés par les troupes de ligne. Sur le boulevard des Italiens, le peuple s'empara de deux pièces de canons et de deux caissons dont la poudre fut distribuée parmi la foule, et les caissons conduits à la mairie du 2e arrondissement.

La proclamation suivante fut affichée à la Bourse :

" Il est ordonné de cesser de tirer. Nous venons d'être chargés par le roi de former un ministère. La chambre sera dissoute, et un appel fait au pays. Le général Lamoricière a été nommé commandant de la garde nationale.

Signé, THIERS,
ODILON BARROT,
LAMORICIERE,
DUVERGIER DE HAURANNE."

Tous les ministres ont quitté leurs hôtels La Bourse est fermée.

La chambre des députés s'est déclarée en permanence et a refusé de permettre à la famille de Louis-Philippe de résigner le trône. On fera de grands efforts pour soutenir la duchesse d'Orléans. L'idée d'une république n'est pas agréable à la grande majorité des députés. La chambre s'est assemblée aujourd'hui mais la populace a chassé la majorité.

A une heure, le roi escorté par un détachement de la garde nationale et divers régiments de la ligne, a laissé les Tuileries. Toutes les Troupes ont été retirées à midi, et le feu a cessé partout. Garnier-Pagès est maire de Paris. Un gouvernement fort sera organisé ; on propose une république sur le modèle de celle des Etats-Unis. Une procession de gens en blouses armés, a emporté le trône des Tuileries en chantant la *Marseillaise.* Le tocsin n'a cessé de sonner et Paris est au pouvoir de la garde nationale et du peuple, ainsi que le Palais royal et les Tuileries dont le peuple se distribue les vins, après une lutte sanglante.

A 4 heures on pensait que le pire était fait ; une demi heure après, une colonne se rendait au bureau du *National,* l'organe de l'opposition où elle fut haranguée par M. Marrast, le rédacteur principal de ce journal.

Un jeune homme s'étant appro-